



Tribunal international chargé de
poursuivre les personnes présumées
responsables de violations graves
du droit international humanitaire
commises sur le territoire de
l'ex-Yougoslavie depuis 1991

Affaire n° : IT-03-67-PT
Date : 1^{er} mars 2005
Original : FRANÇAIS
Anglais

LA CHAMBRE DE PREMIÈRE INSTANCE II

Devant : M. le Juge Carmel Agius, Président
M. le Juge Jean-Claude Antonetti
M. le Juge Kevin Parker

Assistée de : M. Hans Holthuis, Greffier

Décision rendue le : 1^{er} mars 2005

LE PROCUREUR

c/

VOJISLAV ŠEŠELJ

**DÉCISION RELATIVE À LA REQUÊTE DE L'ACCUSÉ AUX FINS DE
RECONSIDÉRER LA DÉCISION DE LUI COMMETTRE D'OFFICE
UN CONSEIL D'APPOINT**

Le Bureau du Procureur :

Mme Hildegard Uertz-Retzlaff
M. Ulrich Mussemeyer
M. Daniel Saxon

L'Accusé :

Vojislav Šešelj

Le Conseil d'appoint :

M. Tjarda Eduard van der Spoel

LA CHAMBRE DE PREMIÈRE INSTANCE II (la « Chambre ») du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (le « Tribunal »),

VU la requête de l'Accusé aux fins de reconsidérer la décision de lui commettre d'office un conseil d'appoint (*Request by the Accused to the Trial Chamber to Re-Examine Decision to Assign Standby-Counsel to the Accused*) (la « Requête »), déposée le 9 novembre 2004 par l'accusé Vojislav Šešelj (« l'Accusé »), par laquelle celui-ci demande à la Chambre de première instance d'annuler la Décision relative à la requête de l'Accusation aux fins d'une ordonnance portant désignation d'un conseil pour Vojislav Šešelj (la « Décision portant désignation d'un conseil d'appoint ») rendue le 9 mai 2003¹,

ATTENDU que, dans sa Requête, l'Accusé attaque d'une part, la décision de la Chambre de première instance de commettre un conseil d'appoint à sa défense, et, d'autre part, la désignation de M. van der Spoel à cet effet,

ATTENDU que l'Accusé fait valoir dans sa Requête que la Décision portant désignation d'un conseil d'appoint n'est pas conforme aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ; qu'il réaffirme en outre sa décision d'assurer lui-même sa défense ; qu'il considère qu'il remplit lui-même toutes les conditions relatives à la commission d'un conseil en application de l'article 45 du Règlement de procédure et de preuve² (le « Règlement ») ; et qu'il soutient que la coopération entre l'accusé et le conseil d'appoint, laquelle fait défaut en l'espèce, est une condition *sine qua non* pour que le conseil d'appoint puisse remplir le rôle qui lui a été confié conformément au paragraphe 30 de la Décision portant désignation d'un conseil d'appoint³,

ATTENDU que l'Accusé fait valoir, entre autres, que M. van der Spoel ne remplit pas deux des conditions énoncées dans la Décision portant désignation d'un conseil d'appoint, étant donné i) qu'il n'a aucune connaissance du B/C/S et ii) que, selon l'Accusé, il ne figurait pas sur la liste tenue par le Greffe en application de l'article 45 du Règlement⁴,

¹ Requête, p. 10.

² Règlement de procédure et de preuve, IT/32/Rev.33, 17 décembre 2004.

³ Requête, p. 4 et 10.

⁴ Requête, p. 5.

ATTENDU que par la suite, le 8 décembre 2004⁵, l'Accusé a déposé le document n° 57 (*Submission Number 57*), par lequel il a présenté des arguments supplémentaires pour s'opposer à la commission de M. van der Spoel en tant que conseil d'appoint, à savoir que a) il s'employait à engager des poursuites contre M. van der Spoel devant le Barreau néerlandais et que b) le Greffe, par une décision du 18 novembre 2004, avait désigné d'office M. van der Spoel comme conseil principal de l'accusé Beqa Beqaj et que, bien que, ce dernier ne se soit pas opposé à ce que M. van der Spoel les représente tous les deux, l'Accusé y était pour sa part fermement opposé, affirmant qu'une telle décision créait un conflit d'intérêts⁶,

VU la Réponse de l'Accusation à la Requête de l'Accusé aux fins de reconsidérer la décision de lui commettre d'office un conseil d'appoint (la « Réponse de l'Accusation »), déposée par le Bureau du Procureur le 30 novembre 2004, par laquelle celui-ci s'oppose à la Requête et demande à la Chambre d'annuler, dans la Décision portant désignation d'un conseil d'appoint, la condition selon laquelle ce dernier doit parler le B/C/S⁷,

ATTENDU que, dans la Décision portant désignation d'un conseil d'appoint, la Chambre de première instance a indiqué que « qu'à ce stade de la procédure, le meilleur moyen de préserver les droits de l'Accusé tout en veillant à l'intérêt de la justice est de désigner un "conseil d'appoint" qui satisferait aux conditions de l'article 44 A) du Règlement⁸ », et dont le rôle est strictement défini au paragraphe 30 de ladite décision,

ATTENDU que le dispositif de la Décision portant désignation d'un conseil d'appoint indique que celle-ci est « sans préjudice de toute décision qui pourrait être prise dans la suite du procès, à la demande d'une des parties ou d'office, concernant la commission d'office ou la désignation de conseils remplissant les conditions prévues à l'article 44 A) du Règlement, d'enquêteurs ou d'*amici curiae*⁹ »,

ATTENDU que, une fois que la Décision portant désignation d'un conseil d'appoint a été rendue, l'Accusé, s'il continuait à s'opposer à la commission par la Chambre d'un conseil

⁵ Le même jour, l'Accusé a déposé le document n° 61, par lequel il demandait l'autorisation de répondre à la Réponse de l'Accusation à la requête de l'Accusé aux fins de reconsidérer la décision de lui commettre d'office un conseil d'appoint, déposée le 30 novembre 2004. Cette autorisation lui a été refusée par le Juge de la mise en état : voir la Décision relative aux documents n° 60 et 61 portant requête aux fins d'autorisation de déposer une réplique et aux fins de prorogation du délai de réplique, 14 décembre 2004.

⁶ Voir *Le Procureur c/ Vojislav Šešelj*, affaire n° IT-03-67-PT, Décision du Greffier adjoint, 18 novembre 2004.

⁷ Réponse, par. 1.

⁸ Décision portant désignation d'un conseil d'appoint, par. 27.

⁹ Décision portant désignation d'un conseil d'appoint, dispositif (les notes de bas de pages ne sont pas reproduites).

d'appoint, devait interjeter appel de ladite décision en conformité avec les dispositions pertinentes du Règlement et des directives pratiques¹⁰,

ATTENDU que la Chambre considère quoi qu'il en soit que les arguments avancés par l'Accusé selon lesquels la commission d'un conseil d'appoint est contraire aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ne sont pas fondés¹¹,

ATTENDU que, nonobstant ce qui précède, l'Accusé est habilité à appeler l'attention de la Chambre sur tout fait nouveau qui pourrait amener celle-ci à envisager d'annuler la Décision portant désignation d'un conseil d'appoint,

ATTENDU qu'aucun fait nouveau ne justifie d'annuler la Décision portant désignation d'un conseil d'appoint,

ATTENDU que la Chambre tient à rappeler ce qu'elle a dit dans la Décision portant désignation d'un conseil d'appoint, à savoir que « le droit de l'Accusé à se défendre lui-même est absolument préservé » et que « [l]e droit d'assurer sa propre défense et la désignation d'un conseil d'appoint n'excluent pas le droit de l'Accusé à obtenir des conseils juridiques auprès d'un conseil de son choix¹² »,

¹⁰ Plutôt que de demander à la Chambre de certifier l'appel interlocutoire comme le requiert l'article 73 du Règlement, l'Accusé a adressé le 26 mai 2003 une longue lettre à la Chambre de d'appel, intitulée Document n°14 (*Submission n° 14*) concernant la Décision portant nomination d'un conseil d'appoint. Le juriste hors classe de la Chambre d'appel a adressé un courrier à l'Accusé afin i) de l'informer des dispositions applicables s'agissant de porter une question à l'attention de la Chambre d'appel, y compris de la nécessité de demander la certification de la décision par la Chambre de première instance en application du paragraphe B) de l'article 73 ; ii) de lui faire savoir que le Document n° 14 ne pouvait être présenté directement à la Chambre d'appel sous sa forme initiale étant donné qu'il n'était conforme à aucune des dispositions régissant les procédures en appel et ne remplissait pas les conditions énoncées dans la Directive pratique relative à la procédure de dépôt des écritures en appel devant le Tribunal international (IT/155/Rev.1) du 7 mars 2003 et dans la Directive pratique relative à la longueur des mémoires et des requêtes (IT/184/Rev. 1) du 5 mars 2002 ; et iii) d'appeler son attention sur le fait que les questions de fond qu'il avait soulevées pouvaient toujours être examinées par la Chambre d'appel s'il déposait une nouvelle demande en bonne et due forme. L'Accusé n'a pas déposé de nouvelle demande. De plus, lors de la conférence de mise en état du 7 juillet 2003, le Juge de la mise en état a donné à l'Accusé la possibilité de demander à la Chambre de première instance de certifier l'appel, s'adressant à lui en ces termes : « Vous avez toujours la possibilité, en application de l'article 127 du Règlement, de présenter des motifs convaincants afin de justifier pourquoi vous n'avez pas demandé la certification de l'appel dans les sept jours, après quoi la Chambre de première instance se prononcerait quant à savoir si des motifs convaincants ont effectivement été présentés ou non et agirait en conséquence. C'est la marche à suivre si vous continuez à vous opposer à la décision de la Chambre de première instance de commettre un conseil d'appoint à votre défense. [...] Il vous reste donc cette dernière possibilité. Si vous voulez la mettre à profit, libre à vous de le faire ; toutefois, veuillez alors le faire immédiatement et présenter des motifs convaincants. (Compte rendu de la conférence de mise en état du 7 juillet 2003, p. 87). L'Accusé n'en a rien fait.

¹¹ Voir la Décision portant désignation d'un conseil d'appoint, par. 18 et 19.

¹² Décision portant désignation d'un conseil d'appoint, par. 28 et 29.

ATTENDU que, conformément à l'article 19 de la Directive relative à la commission d'office de conseils de la défense¹³, c'est au Greffier qu'il appartient de se prononcer sur une demande de révocation d'un conseil commis d'office, et, lorsqu'une demande de révocation est rejetée, le requérant peut former un recours auprès du Président du Tribunal dans les deux semaines de la notification de la décision,

ATTENDU, par conséquent, que la Chambre n'est pas l'organe compétent pour examiner la décision de commettre M. van der Spoel en tant que conseil d'appoint,

ATTENDU que la Décision portant désignation d'un conseil d'appoint dispose que le « conseil d'appoint doit parler le B/C/S et une des langues officielles du Tribunal¹⁴ »,

ATTENDU que la Décision du Greffe de relever de ses fonctions M. Lazarević, le précédent conseil d'appoint de l'Accusé, qui parlait le B/C/S, et de le faire remplacer par M. van der Spoel, qui ne parle pas cette langue, faisait suite à la déclaration de M. Lazarević selon laquelle il avait l'intention d'engager des poursuites contre l'Accusé devant une juridiction interne en raison des accusations très graves portées par celui-ci contre M. Lazarević et sa famille¹⁵,

ATTENDU que, eu égard aux circonstances, il semble plus judicieux, dans l'intérêt de la justice, de garantir qu'un conseil soit mis à la disposition de l'Accusé à La Haye pour le cas où celui-ci souhaiterait s'entretenir de la préparation de sa défense, qu'à cet effet, compte tenu de la possibilité de disposer de services d'interprétation, la commission de M. van der Spoel se justifie même s'il ne parle pas le B/C/S,

PAR CES MOTIFS,

EN APPLICATION de l'article 54 du Règlement,

1. REJETTE la Requête.

¹³ Directive relative à la commission d'office de conseils de la défense, Directive n°1/94, IT/73/Rev.10, 4 août 2004.

¹⁴ Décision portant désignation d'un conseil d'appoint, dispositif.

¹⁵ *Le Procureur c/ Vojislav Šešelj*, affaire n° IT-03-67-PT, Décision du Greffier adjoint, 16 février 2004.

2. **ANNULE**, dans la Décision portant désignation d'un conseil d'appoint, la condition selon laquelle le conseil d'appoint doit parler le B/C/S ; il suffit que celui-ci ait une connaissance écrite et orale d'une des langues officielles du Tribunal.

Fait en anglais et en français, la version en anglais faisant foi.

Le 1^{er} mars 2005

La Haye (Pays-Bas)

Le Président de la Chambre de
première instance

/signé/

Carmel Agius

Le Juge Antonetti joint une opinion dissidente à la présente Décision.

[Sceau du Tribunal]



United Nations
Nations Unies



International
Criminal Tribunal
for the former
Yugoslavia

Tribunal Pénal
International pour
l'ex-Yougoslavie

DISSENTING OPINION OF JUDGE ANTONETTI

1. In a Request dated 26 October 2004 ("Request"), the accused Vojislav Šešelj ("Accused") challenged the decision of 9 May 2003 regarding the Prosecution request for the assignment of counsel ("Decision") taken by Trial Chamber II ("Chamber") to assign standby counsel to the accused and to assign Mr van der Spoel as standby counsel.

2. I do not agree with the opinion expressed by the majority of the Judges in the Chamber on the contentious issue of assigning standby counsel. The majority decision states that the Accused does not present any new circumstance to justify a review of the Decision of 9 May 2003. However, the appointment of standby counsel who cannot speak the language of the Accused restricts the rights of the Accused's defence to such an extent that this circumstance alone justifies a review of the Decision. The majority decision recalls that the right of the Accused to defend himself is not infringed and that the assignment of standby counsel does not preclude the Accused from exercising his right to obtain legal advice from counsel of his choosing. With regard to the second point raised, the majority opinion states that the Chamber is not the appropriate organ for considering the question of the Mr van der Spoel's assignment as standby counsel. The majority thus dismisses the Request and disregards the requirement that standby counsel speak BCS.

3. These issues concerning the rights of the Accused to conduct his own defence lead me to explain my position, in view of the difference of opinion amongst the Judges of the Chamber. I cannot subscribe to the reasoning of the majority concerning the Accused's Motion to Re-Examine the Decision to Assign Standby Counsel or to the findings reached by the majority.

4. The majority submit that the Accused's right to defend himself is not infringed and that neither this right nor the assignment of standby counsel preclude the Accused's from obtaining legal advice from counsel of his choosing. I do not agree with this opinion for the following reasons. The assignment of standby counsel is not covered by any provision of the Rules or the Statute of the Tribunal ("Statute"). Article 2 of the Directive on Assignment of Defence Counsel defines counsel as "a person eligible to be assigned pursuant to Rules 44, 45 and 45 *bis* of the Rules". Rule 44 of the Rules refers to counsel engaged by a suspect or an accused and Rule 45 of the Rules refers to the assignment of counsel to suspects or accused who lack the means to remunerate such counsel. Rule 45 *bis* of the Rules provides that Rules 44 and 45 of the Rules shall apply to any person detained under the authority of the Tribunal. A review of these Rules does not

reveal any reference to the appointment of standby counsel so that such appointment does not have any legal basis binding the Judges of the Tribunal. It is not appropriate therefore to consider the brief and role of an assigned standby counsel as different from that of counsel assigned under Rules 44, 45 and 45 *bis* of the Rules. The brief of standby counsel, like that of counsel assigned under Rules 44, 45 and 45 *bis* of the Rules, is to represent the Accused, be it within strictly defined limits. Consequently, in this case, the essential issue is whether and to what extent the right of the Accused to conduct his own defence may be limited by the assignment of standby counsel.

5. The right to conduct one's own defence is enshrined in the main international legal instruments dealing with human rights such as the International Covenant on Civil and Political Rights,¹ the Convention for the Protection of Human Rights² and the American Convention on Human Rights.³ The Charter of the International Military Tribunal of Nuremberg provides also that accused shall be entitled to conduct their own defence before the Tribunal, or to be assisted by counsel.⁴ Article 21 of the Statute, modelled on Article 14 of the International Covenant on Civil and Political Rights,⁵ provides that the accused shall be entitled to a set of minimum guarantees, in full equality, in particular "[to] defend himself in person or through legal assistance of his own choosing".⁶

6. In addition, the common law legal systems, whose procedure is essentially adversarial, generally recognise the right of the accused to defend himself. Thus, for example, in the case *Faretta v. California*, the United States Supreme Court recognised the constitutional right of an accused to conduct his own defence and considered that to assign counsel to an accused who is literate, competent and capable of understanding and voluntarily exercises his right to the assistance of counsel, would infringe that constitutional right.⁷

7. The issue of assigning counsel to assist an accused who asserts his right to defend himself has to date arisen before the Tribunal mainly in the *Milošević* case. In its decision of 1 November

¹ Article 14(3)(d).

² Article 6(3)(c).

³ Article 8(2)(d).

⁴ Article 16(d).

⁵ Report of the Secretary-General drawn up pursuant to paragraph 2 of resolution 808 (1993) of the Security Council, 3 May 1993, S/25704, para. 106.

⁶ Article 21(4) of the Statute.

⁷ *Faretta v. California*, 422 U.S. 806 (1975) (Supreme Court of the United States). See also for example: *United States v. Moussaoui*, Criminal No. 01-455-A, Hearing Transcript (United States District Court for the Eastern District of Virginia, Alexandria Division, 13 June 2002); *R v Jones (Anthony Williams)* (House of Lords, 20 February 2002); *R v Hayward*, *R v Jones*, *R v Purvis* (Court of Appeal Criminal Division, 31 January 2001).

2004, the Appeals Chamber gave prominence to the accused's right to conduct his own defence.⁸ Thus in the grounds supporting its decision, the Appeals Chamber stated that this right was clearly considered by the authors of the Statute as the “cornerstone of justice [...] placing it on a structural par with defendants' right to remain silent, to confront the witnesses against them, to a speedy trial, and even to demand a court-appointed attorney if they cannot afford one themselves”.⁹ The Appeals Chamber concluded by stating that the accused referred to the Tribunal are assumed to have the right to conduct their own defence.¹⁰

8. There is no doubt, however, as noted by the Appeals Chamber in the *Milošević* case¹¹ and this Trial Chamber,¹² that the right to conduct one's own defence is not an absolute right and has restrictions. First, there are situations where an accused is not in a position to defend himself either because he has a serious pathological condition entailing a loss of mental faculties or because his level of education does not enable him to grasp the issues at stake in the trial and the proceedings. In the present case, given the obvious capacity of the Accused to conduct his own defence, I consider that there is no cause to restrict this right. Secondly, the Appeals Chamber in the *Milošević* case maintains, *inter alia*, that by analogy with the restrictions of the right of an accused to be present at his trial, the right of an accused to defend himself may be limited on the grounds that the accused is seriously disrupting the trial.¹³ On a national level, different legal systems recognise also that this right is not absolute. Thus, to cite only a few appeals judgements, in the *Faretta* case, the United States Supreme Court recognised that a trial judge may terminate self-representation by a defendant who deliberately engages in serious and obstructionist misconduct.¹⁴ Similarly, in the case *Martinez v. Court of Appeal of California*, the United States Supreme Court considered that the proper administration of justice and the efficiency of the trial may in certain cases prevail over the accused's right to defend himself.¹⁵ At a European level, the European Court of Human Rights found in its appeals judgement *Pakelli v. Federal Republic of Germany* that if defence conducted by the accused alone might be illusory, given his inexperience in legal matters or the technicality of the points at issue, it is for the national judge to require that counsel be

⁸ *The Prosecutor v. Slobodan Milošević*, case no. IT-02-54-AR73.7, Decision on Interlocutory Appeal of the Trial Chamber's Decision on the Assignment of Defense Counsel, 1 November 2004, p. 8 (“Appeals Chamber's Decision in the *Milošević* case”).

⁹ *Ibidem*.

¹⁰ *Ibidem*.

¹¹ *Ibidem*, pp. 8 et 9.

¹² See Decision, para. 20.

¹³ Appeals Chamber's Decision in the *Milošević* case, p. 9.

¹⁴ *Faretta v. California*, 422 U.S. 806, note 46 (1975) (Supreme Court of the United States). See also for example: *United States v. Moussaoui*, Criminal No. 01-455-A, Order, at page 2 (United States District Court for the Eastern District of Virginia, Alexandra Division, 14 November 2003); *R v Hayward*; *R v Jones*, *R v Purvis*, note 22 (Court of Appeal Criminal Division, 31 January 2001).

¹⁵ *Martinez v. Court of Appeal of California, Fourth Appellate District*, 528 U.S. 152, 154 (2000).

appointed.¹⁶ Likewise, in the case *Croissant v. Germany*, the Court considered that “it is for the courts to decide whether the interests of justice require that the accused be defended by counsel appointed by them. When appointing defence counsel the national courts must certainly have regard to the defendant's wishes. [...] [T]hey can override those wishes when there are relevant and sufficient grounds for holding that this is necessary in the interests of justice”.¹⁷

9. There are situations therefore where the fundamental right to conduct one's own defence must give way to the right to a fair trial, which is just as essential. However, in assessing situations of intervention which run contrary to the wishes of the accused, it should be borne in mind that the extent of the intervention must be necessary and proportionate to the legitimate purpose sought.¹⁸ The decision of the Appeals Chamber in the *Milošević* case recalled that “any restrictions on Milošević's right to represent himself must be limited to the minimum extent necessary to protect the Tribunal's interest in assuring a reasonably expeditious trial”.¹⁹ The Appeals Chamber noted, moreover, that many national courts, the European Court of Human Rights and the Commission on Human Rights are guided by a principle of proportionality in their assessment of a balance between public interest requirements and those safeguarding basic human rights.²⁰ The Appeals Chamber added that the Tribunal applied a “general principle of proportionality” in the case *Limaj et al.* when assessing the relevance of an accused's provisional release.²¹

10. In view of the above, it is thus for the Chamber seised of the Request to ensure a fair balance between the requirements of a fair and expeditious trial and those safeguarding the fundamental right of the Accused to conduct his own defence. In this instance, however, the restriction imposed by the assignment of standby counsel does not fulfil the principle of proportionality for the following reasons. The Decision justified the assignment of standby counsel by stating that the “[t]he Accused is in fact increasingly demonstrating a tendency to act in an obstructionist fashion while at the same time revealing a need for legal assistance” and that “[t]he attitude and actions of the Accused [...] are indicative of obstructionism on his part”.²² In support of these considerations, the Decision refers to the Accused's refusal to accept a laptop computer or a typewriter to assist him in the preparation of his defence, the filing of two excessively long documents which lacked relevance, the direct submission of a handwritten document to the

¹⁶ *Pakelli v. Federal Republic of Germany*, European Court of Human Rights, 25 April 1983, Series A no. 64, footnote 4, p. 274, para. 38.

¹⁷ *Croissant c. Germany*, European Court of Human Rights, 25 September 1992, Series A no. 237-B, para. 29.

¹⁸ See, in particular, *Chassagnou et al. v. France*, European Court of Human Rights, 29 April 1999, p. 28, para. 75.

¹⁹ Appeals Chamber's Decision in the *Milošević* case, p. 11.

²⁰ *Ibidem*, p. 12. See also the references cited in footnotes on pages 50, 51, 52 and 53 of the Appeals Chamber's Decision in the *Milošević* case.

²¹ *Ibidem*, p. 12.

Appeals Chamber and the Accused's assertion that he understands only Serbian whereas there is reason to believe that he understands not only BCS but also English.²³ It must nevertheless be noted that the grounds set out in the Decision do not establish the existence of a serious obstacle to the proper administration of justice, such as to restrict the right of the Accused to defend himself. The concept of obstruction of justice and proper conduct of the trial must be understood as the repeated violation of the Chamber's orders and decisions, misconduct which disturbs the course of the trial, the use of offensive language or any other impropriety which demonstrates deliberate and serious obstructionary conduct. The Chamber cannot at this point restrict the Accused's right to defend himself on the basis of obstructionist "intentions". It has the duty to demonstrate that the Accused's conduct constitutes an impropriety indicating deliberate and serious obstructionary conduct. The Chamber cannot however be satisfied at this stage in the proceedings that the Accused's conduct has been abusive, otherwise it would certainly have requested standby counsel to intervene, or even to replace the Accused, in the conduct of his defence pursuant to paragraph 30 of the Decision.²⁴ Consequently, unless it can be shown that the accused's conduct is clearly so excessive as to hamper the proper administration of justice, the restriction of assigning standby counsel cannot fulfil the proportionality test and is therefore premature at this point in the proceedings. It follows, in my opinion, that the Request is based on this point, that the Decision should be reversed with regard to the assignment of standby counsel and that the Accused should be allowed to conduct his own defence, without prejudice to any other decision which might be taken later on in the trial, at the request of one of the parties or *proprio motu*, concerning the assignment or appointment of counsel who fulfil the conditions set out in Rules 44 and 45 of the Rules.

11. Additionally, I disagree with the majority opinion on knowledge of BCS being a requirement for standby counsel. The majority decision considers that in view of the Accused's persistent refusal to communicate with any standby counsel, there is no overriding need to maintain knowledge of BCS as a requirement for standby counsel and thus decides to disregard this requirement. It is true that Rule 45(B)(i) of the Rules, which refers to Rule 44 of the Rules and Rules 14(C) and 16(C)(ii) of the Directive, do not set up standby counsel's knowledge of the language of the accused as a requirement but as an option. Under the above-mentioned Rules, the Registrar may assign counsel who do not speak the language of the accused provided that they satisfy all the conditions set out in Article 14 of the Directive, aside from speaking one of the two official languages of the Tribunal. In this case, counsel may be appointed only as co-counsel.

²² See Decision, pp. 12 and 14.

²³ *Ibidem*, pp. 12-14.

²⁴ *Ibidem*, pp. 15 and 16.

Nevertheless, this option must be considered when, as in this instance, the Accused has not chosen counsel from the list provided under Rule 45 of the Rules²⁵ and, moreover, cannot be assigned co-counsel who speak his language. Furthermore, this option may become binding if the Chamber responsible for the case imposes such a condition. Thus, in the present case, the Decision expressly stated in its disposition that standby counsel must speak BCS and one of the official languages of the Tribunal.²⁶ However, it is now an established and unchallenged fact that Mr van der Spoel does not speak BCS,²⁷ which makes it impossible for the Accused to communicate with him. Aside from violating the Decision itself, this situation above all infringes the most fundamental right of an accused to have the “effective” assistance of counsel²⁸ and, thus, to be able to communicate with counsel in a language which he speaks and understands. There can be no exception to this right on the grounds that the Accused appears at this stage in the proceedings to refuse all communication with standby counsel. Above all, it should be borne in mind that the very function of standby counsel, as set out in the Decision,²⁹ is not solely to assist the Accused during his trial if such a request is made by the Accused, but also to intervene in the Accused's defence during the trial if so required by the Chamber, and in the circumstances set out in paragraph 30 of the Decision, notably by examining and cross-examining the witnesses on behalf of the Accused. In such cases, the Accused must be in a position to consult and provide instructions to standby counsel in a language which he speaks and understands. Alternatively, I consider thus that the majority decision should place utmost importance on the Accused's right to communicate with standby counsel in a language which he speaks and understands and that standby counsel should still be required to have knowledge of BCS.

12. Finally, given that the Accused has not appointed counsel to act on his behalf, that he indicated this to the Registrar in writing and has consistently reiterated that he does not intend to be represented by counsel, and that Article 20 of the Statute sets out that the Trial Chamber shall ensure that a trial is fair and expeditious and that proceedings are conducted with full respect for the rights of the accused, it would have been desirable and in the interests of the proper administration of justice that *amicus curiae* be assigned, as the Rules permit, not to represent the Accused, but to assist in the determination of the case, pursuant to Rule 74 of the Rules.

²⁵ The practice of the Registrar of the Tribunal is in fact to allow an accused to choose any available counsel from the list provided under Rule 45 of the Rules and to add to the list counsel chosen by an accused, provided that the counsel satisfies the necessary conditions. See in this regard: *The Prosecutor v. Zejnir Delalić, Zdravko Mucić, Hazim Delić and Esad Landžo*, case no. IT-96-21-T, Decision on Request by Accused Mucić for Assignment of New Counsel, 24 June 1996, para. 2.

²⁶ See Decision, p. 16.

²⁷ See Request, p. 5 and the Prosecution's Response to the Accused's Motion to Re-Examine the Decision to Assign Standby Counsel (Prosecution's Response) p. 6.

²⁸ Article 14(3)(d) of the International Covenant on Civil and Political Rights.

²⁹ See Decision, para. 30.

Done in French and English, the French version being authoritative.

Done this first day of March 2005,
At The Hague,
The Netherlands

/signed/

Judge Claude Antonetti

[Seal of the Tribunal]